



## Termes de référence

### Recrutement d'un consultant national pour l'appui à l'analyse des impacts de l'inflation sur les conditions de vie des ménages pauvres et l'identification des déterminants de la pauvreté

Type de contrat :	Contrat Individuel <input checked="" type="checkbox"/>	Contrat Institutionnel <input type="checkbox"/>	
Type de Consultation	National <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	International <input type="checkbox"/>	Non applicable <input type="checkbox"/>
Programme	Politiques Sociales		
Lieu de travail :	Tunis		
Durée de l'appui :	11.5 mois		
Niveau	+10 ans d'expérience, équivalent a NOD		
WBS/Budget :			
Source de financement :	50% SC220566, 50%SC220593		

#### 1. Contexte et justification de la consultation :

La Tunisie est confrontée à un contexte socio-économique difficile avec une récession économique de 9,2% en 2020 et une faible croissance en 2021 et 2022. Le taux de pauvreté monétaire a augmenté de 15% en 2015 à 21% en 2020 (selon les estimations de la BM), la pauvreté des enfants s'étant plus aggravée que pour le reste de la population. La détérioration continue des déséquilibres macroéconomiques et la dégradation des déficits entraînant une hausse des niveaux d'endettement public et extérieur vont faire peser des risques accrus à la Tunisie pour assurer un financement soutenable et durable de ses politiques sociales. Ce cadre macro-économique détérioré s'est traduit par une baisse accentuée de la valeur du dinar tunisien de 31% par rapport au dollar américain au cours des 5 dernières années et de 12,5% depuis le début du conflit russo-ukrainien, renchérissant le coût des importations. De plus, au cours des 10 dernières années, la Tunisie a connu des niveaux d'inflation élevés, supérieurs aux pays comparables et à la moyenne mondiale<sup>1</sup>.

L'alimentation et le logement (y compris les services collectifs) représentent des proportions élevées des dépenses des ménages tunisiens avec, respectivement, 28,9% et 26,6% de leurs dépenses totales. Pour les ménages des percentiles les plus pauvres, les dépenses alimentaires et de logement représentaient en 2015 respectivement, 39% et 27,6% pour le premier décile ; et 36,8% et 26,2% pour le deuxième décile. Une enquête panel téléphonique auprès d'un échantillon de ménages AMEN bénéficiaires du programme d'allocations monétaires pour enfants 0-5 ans (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> décile) a montré que ces ménages consacrent environ 50% de leurs dépenses à l'alimentation. La récente augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie pourrait donc avoir un impact disproportionné sur le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres et se traduire par des difficultés à couvrir les besoins de base des enfants.

En 2021 une étude du PAM a trouvé que le coût mensuel d'une diète<sup>2</sup> se situait entre 133 et 239 TND, selon le lieu de résidence du ménage et est environ 4,5 fois plus élevé que le coût d'une diète énergétique. Cette dernière coûte entre 38 et 41 TND par mois et varie beaucoup moins d'une région à une autre<sup>3</sup>. Cela est principalement dû à l'effet des subventions alimentaires pour les produits céréaliers, l'huile végétale et le sucre. En comparaison, et depuis le début de 2022, les ménages pauvres inscrits au programme Amen Social peuvent recevoir un transfert monétaire mensuel de 200

<sup>1</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/FP.CPI.TOTL.ZG?end=2021&locations=TN-1W-MA-JO-ZQ&start=2012>

<sup>2</sup> Fill the Nutrient Gap Analysis, WFP Tunisia, 2021

TND plus 30 TND par enfant mais cela pourrait être insuffisant compte tenu d<sup>3</sup> En effet, en Novembre 2022, le taux d'inflation, en comparaison à 2021, a atteint 9,8 %. Plus particulièrement, l'inflation alimentaire a atteint 15,1 %<sup>4</sup> au cours du même mois.

La situation des enfants en Tunisie est fortement influencée par la situation économique et sociale du pays. Une étude sur les impacts de la Covid-19 sur la pauvreté infantile envisageait une augmentation du taux de pauvreté des enfants de 19% à 29% en 2020. Cela signifie qu'il y aurait aujourd'hui environ 1 million d'enfants pauvres en Tunisie.

Sur la base de l'analyse de la situation actuelle, le bureau de l'UNICEF en Tunisie a identifié le besoin d'évaluer l'impact du stress cumulé de la COVID-19 et du conflit russo-ukrainien et leurs nombreuses ramifications enchevêtrées dans l'exacerbation des vulnérabilités existantes menant à l'érosion du capital humain, en particulier pour les enfants.

Malgré la disponibilité de données sur l'inflation et l'enquête nationale actuelle sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages, il existe peu d'éléments permettant d'évaluer l'impact des chocs économiques en cours sur les conditions de vie et les stratégies d'adaptation des ménages vulnérables enregistrés dans le programme national AMEN Social et bénéficiant de transferts en espèces. Des analyses approfondies des données existantes (enquêtes MICS, budget et consommation, données INS, base AMEN Social, enquêtes panel et études de différentes structures travaillant sur la pauvreté) permettraient de mieux comprendre les impacts de l'inflation sur les conditions de vie des ménages pauvres et vulnérables avec des enfants et l'identification des déterminants de la pauvreté.

Le bureau de l'UNICEF Tunisie projette d'appuyer une collaboration entre le Global Office of Research and Foresight (UNICEF Innocenti) à Florence et le Centre de Recherche et d'Etudes Sociales (CRES) du Ministère des Affaires Sociales (MAS) dans les domaines de l'identification des déterminants de la pauvreté et l'analyse de la pauvreté et les impacts de l'inflation sur les populations vulnérables, notamment celle des enfants. Un agenda de recherche est en cours de préparation et portera sur, entre autres, la modélisation et l'évaluation de l'impact de l'augmentation des prix des produits alimentaires et de l'énergie sur la pauvreté des enfants et les réponses du système de protection sociale en Tunisie afin de fournir des preuves solides et opportunes aux décideurs politiques qui pourraient être confrontés à des décisions d'arbitrage, par exemple l'optimisation de l'utilisation des ressources entre l'augmentation de la couverture et le complément des transferts en espèces pour les bénéficiaires actuels. Cet agenda de recherche se penchera également sur les questions de réévaluation du montant mensuel des allocations monétaires pour mieux couvrir les besoins des enfants pauvres et la réactivité aux chocs du système de protection sociale.

## **2. Objectifs**

Le but de la consultation est de fournir une assistance technique au CRES et en matière d'analyse des données économiques et socio-démographiques liées à la pauvreté monétaire et multidimensionnelle, notamment des enfants en Tunisie. Sous la supervision de l'équipe politiques sociales du bureau pays de l'UNICEF, le consultant devra assurer le bon déroulement des activités suivantes :

1. Assurer la coordination entre le CRES, le bureau de UNICEF Tunisie et le centre de recherche d'UNICEF à Florence. Cette activité comprend l'organisation des réunions, de missions et d'activités de recherche.

---

<sup>4</sup> Variation annuelle

2. Renforcer l'équipe du CRES en matière de conceptualisation et d'analyse des déterminants de la pauvreté et des impacts de l'inflation sur les ménages pauvres, notamment des bénéficiaires des programmes d'assistance sociale (AMEN Social).
3. Assurer le suivi et l'appui des activités de recherche dont la responsabilité revient au CRES.
4. Appuyer le bureau d'UNICEF Tunisie et le CRES pour la finalisation, la diffusion et la publication des analyses de la vulnérabilité et de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants, des impacts de l'inflation et des recommandations sur les arbitrages à mettre en œuvre pour le système national de protection sociale.

### 3. Résultats spécifiques attendus du consultant

Tâches	Livrables	Délai
<b>1. Assurer la coordination entre le CRES, le bureau de UNICEF Tunisie et le centre de recherche de l'UNICEF à Florence.</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborer un plan de travail annuel.</li> <li>• Faciliter l'organisation de réunions</li> <li>• Rédiger les comptes rendus</li> <li>• Identifier les besoins de formation pour les cadres du CRES</li> </ul>	a. Plan de travail annuel	1 mois
<b>2. Renforcer l'équipe du CRES en matière de conceptualisation et d'analyse des déterminants de la pauvreté et de l'impact de l'inflation sur les ménages pauvres, en l'appuyant dans les activités suivantes :</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire des études pertinentes et évaluer l'évolution récente de la pauvreté monétaire, y compris la pauvreté des enfants, depuis 2015.</li> <li>• Analyse des données de la base AMEN Social, de l'enquête 2020 sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages pour estimer l'impact de la crise actuelle sur les conditions de vie des percentiles les plus pauvres y compris les enfants.</li> <li>• Développer conjointement avec le CRES et Innocenti un modèle sur l'impact de l'inflation des prix de différentes catégories de dépenses sur différents types de ménages (tous les déciles).</li> </ul>	b. Revue synthétique de la pauvreté monétaire y compris celle des enfants c. Analyse de l'impact de la crise actuelle sur les conditions de vie des percentiles les plus pauvres (AMEN Social) y compris les enfants d. Modèle sur SPSS ou STATA (avec do-files) sur l'impact de l'inflation des prix de différentes catégories de dépenses sur différents types de ménages (tous les déciles). e. Rapport synthétique sur l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages vulnérables et l'incapacité qui en découle de satisfaire leurs besoins fondamentaux avec une estimation des écarts monétaires à combler pour les limiter les effets de la pauvreté sur les 3 premiers déciles	3 mois

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Estimer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages vulnérables et l'incapacité qui en découle de satisfaire leurs besoins fondamentaux.</li> <li>• Estimer les écarts monétaires à combler pour limiter les effets de la pauvreté sur les 3 premiers déciles.</li> <li>• Renforcement des capacités des cadres du CRES impliqués dans le projet</li> </ul>	<p>f. Appuyer la présentation et la diffusion des résultats</p>	
<p><b>3. Assurer le suivi des activités de recherche dont la responsabilité revient au CRES, notamment sur des questions relatives à la mise en place et la faisabilité financière du pilier « enfance » du socle de la protection sociale.</b></p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gérer et documenter le suivi des activités de recherches dont la responsabilité revient au CRES.</li> <li>• Contribuer à l'identification de solutions techniques et opérationnelles pour assurer l'avancement des activités</li> <li>• Actualisation des études conduites par le CRES dans le domaine du SPF: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coût et faisabilité de la mise en place d'une ATE</li> <li>- Espace fiscal pour le Socle National de Protection Sociale et l'Allocation Tunisienne pour l'Enfance</li> </ul> </li> <li>• Appuyer en étroite collaboration avec le CRES et Innocenti le développement d'un document de vision nationale pour un système de protection sociale sensibles aux enfants intégrant les domaines contributifs et non contributifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a. Rapports mensuels sur l'état d'avancement</li> <li>b. 2 rapports actualisées</li> <li>c. 2 documents de plaidoyer sur le plan d'action de la mise en place d'une allocation universelle pour les enfants</li> <li>d. Un document de présentation de la vision</li> <li>e. Un document de plaidoyer développé (PPT)</li> </ul>	<p>4 mois</p>
<p><b>4. Appuyer le bureau d'UNICEF Tunisie et le CRES pour la finalisation, la diffusion et la publication des analyses de la vulnérabilité et de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants., des impacts de l'inflation et des recommandations sur les arbitrages à mettre en œuvre pour le système national de protection sociale.</b></p>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer l'équipe politiques sociales de l'UNICEF dans les travaux liés à l'analyse de la vulnérabilité et de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants.</li> <li>• Développer une méthodologie d'élaboration d'un indice de vulnérabilité (en synergie avec la section protection de l'enfance).</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>a. Plan de travail</li> <li>b. Rapport analytique</li> <li>c. Calcul d'un indice de vulnérabilité des enfants à partir de la base de données AMEN Social. Cette méthodologie devra comprendre les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une identification des risques à étudier en fonction des données disponibles</li> <li>- La définition et la caractérisation d'un profil de vulnérabilité</li> <li>- L'identification des ménages les plus à risques</li> </ul> </li> <li>d. Les rapports conjoints CRES, UNICEF Tunisie, Innocenti sont publiés et diffusés</li> </ol>	<p>3 mois</p>
---	--	---------------

#### 4. Conditions particulières

- ❖ Le consultant partagera toutes les informations et données collectées anonymisées avec le CRES, Innocenti et l'UNICEF
- ❖ Le consultant partagera tous les do-files des modèles économétriques, économiques et statistiques permettant de répliquer les résultats.
- ❖ Le consultant devra assurer 2 jours de travail par semaine dont 1 à 2 demi-journées dans les locaux du CRES.

#### 5. Lieu et durée

La consultation se déroulera sur une période de 11.5 mois. Le consultant travaillera à distance mais assurera une présence physique régulière dans les locaux du CRES et participera à des réunions dans les locaux de l'UNICEF.

#### 6. Modalités de Paiement

**1<sup>er</sup> paiement – 10%** : au bout d'un mois sur remise et validation du plan de travail

**2<sup>e</sup> paiement – 30%** : au 4<sup>e</sup> mois après réception et validation des livrables suivants :

- Revue synthétique de la pauvreté monétaire y compris celle des enfants
- Analyse de l'impact de la crise actuelle sur les conditions de vie des percentiles les plus pauvres (AMEN Social) y compris les enfants
- Modèle sur SPSS ou STATA (avec do-files) sur l'impact de l'inflation des prix de différentes catégories de dépenses sur différents types de ménages (tous les déciles).
- Rapport synthétique sur l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages vulnérables et l'incapacité qui en découle de satisfaire leurs besoins fondamentaux avec une estimation des écarts monétaires à combler pour les limiter les effets de la pauvreté sur les 3 premiers déciles
- Présentation powerepint pour appuyer la présentation et la diffusion des résultats

**3<sup>e</sup> paiement – 30%** : au 8<sup>e</sup> mois du contrat après réception et validation des livrables suivants

- Les 2 rapports conjoints CRES, UNICEF Tunisie, Innocenti sur les déterminants de la pauvreté et les impacts de l'inflation sur la pauvreté en Tunisie, sont finalisés et diffusés
- Une note méthodologique sur le calcul d'un indice de vulnérabilité de protection des enfants à partir de la base de données AMEN Social. Cette méthodologie devra comprendre les éléments suivants :
  - Une identification des risques à étudier en fonction des données disponibles
  - La définition et la caractérisation d'un profil de vulnérabilité
  - L'identification des ménages les plus à risques

**4<sup>e</sup> paiement – 30%** : à la fin du contrat après réception et validation des livrables suivants

- Les deux rapports « Coût et faisabilité de la mise en place d'une ATE » et « Espace fiscal pour le Socle National de Protection Sociale et l'Allocation Tunisienne pour l'Enfance » sont actualisés
- Le document de vision nationale pour un système de protection sociale sensibles aux enfants intégrant les domaines contributifs et non contributifs
- Un document de présentation de la vision et un document de plaidoyer développé

## **7. Qualifications requises**

Les consultants intéressés par cette offre de consultation devront satisfaire le critère d'éligibilité suivant : Être un consultant ayant une existence légale en Tunisie et en règle avec les services de douanes et impôts de la Tunisie (critère d'éligibilité). Les consultants éligibles devront répondre aux critères de compétences techniques ci-après :

- Avoir une bonne connaissance des analyses économiques sur l'inflation et la consommation en Tunisie.
- Avoir des connaissances solides en matière d'analyse de la pauvreté multidimensionnelle et monétaire et en particulier celle des enfants.
- Avoir une bonne connaissance du système national de protection sociale et en particulier du programme AMEN Social.
- Avoir une expérience de travail avec les organisations internationales à but non lucratif, travaillant dans le domaine du développement en général et du développement social en particulier.

### **Niveau d'éducation :**

Niveau universitaire (Master ou Doctorat) en statistiques et sciences sociales (économie, statistique, développement, sociologie)

### ***Compétences et expériences***

- Un minimum de 10 ans d'expérience dans la conduite de travaux des statistiques et d'enquêtes ménages dont au moins 5 années en Tunisie ;
- Solides compétences en méthodologies d'échantillonnage et de traitements statistiques ;
- Solides compétences en économétrie avec STATA ou SPSS
- Solides compétences et analyse des données statistiques;
- Bonne connaissance de l'environnement des secteurs sociaux et des programmes de protection sociale en Tunisie ;
- Solide expérience dans le domaine des analyses des différentes formes de pauvreté et de privations touchant les enfants ;
- Expérience en analyse des données et rédaction de rapports analytiques

### ***Autres compétences :***

- Excellentes aptitudes en communication et relations interpersonnelles ;

- Excellentes communications orales et écrites en français et en arabe tunisien avec une bonne connaissance de l'anglais ;
- Connaissance et expérience antérieure de travail dans le pays et / ou dans la région hautement souhaitable ;
- Aptitude démontrée à travailler dans un environnement multiculturel et à établir des relations harmonieuses et efficaces tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation, plus spécifiquement avec les ministères techniques et bureaux nationaux de statistique ;
- Aptitude démontrée à diriger, à gérer et à coordonner.

## **8. Processus et méthode d'évaluation des candidats**

Les consultants intéressés par cette offre de consultation sont invités à soumettre : CV + diplômes + lettre de motivation + attestations de travail

## **9. Supervision**

La supervision de cette consultation sera effectuée conjointement par le Social Policy Manager et le Spécialiste des Politiques Sociales de l'UNICEF en Tunisie qui sera co-responsable de la validation des livrables en étroite concertation avec Innocenti et le reste de l'équipe des partenaires qui seront impliqués dans ces travaux étude.

## **10. Points administratifs :**

- Toutes les rémunérations doivent être comprises dans l'accord contractuel.
- Tous les documents imprimés ou électroniques rédigés, conçus et soumis par le consultant à l'UNICEF et au CRES pendant la période de consultation restent la propriété de l'UNICEF TCO et du CRES
- Le contractant sélectionné ne peut pas commencer à travailler ou voyager tant que le contrat individuel concerné n'a pas été dûment approuvé, signé par les deux parties et renvoyé à la section RH, avec les documents et certifications requis
- Les frais de déplacements et d'hébergement lors des missions officielles hors Tunis seront pris en charge par le bureau de l'UNICEF en Tunisie conformément aux procédures de l'UNICEF